



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Bagnolet, le 18 mai 2021

Communiqué de presse

Souveraineté alimentaire sans changement d'orientation agricole : que du baratin !

Aujourd'hui, se tient un colloque en visio sur la « souveraineté alimentaire » organisé par le Conseil de l'agriculture française¹, dans le cadre de la « Semaine de l'agriculture française » en lieu et place du Salon International de l'Agriculture. Un sujet particulièrement interpellant pour nous, Confédération paysanne, pour qui le droit à la souveraineté alimentaire a toujours été d'actualité, quand certains semblent aujourd'hui découvrir cette thématique à la faveur de la crise du Covid !

Or les responsables agricoles, tous proches de la FNSEA, et les politiques invités à débattre ont une conception totalement dévoyée de ce qu'est la souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire désigne le droit des populations et le de leurs Etats à définir leur politique agricole et alimentaire sans dumping vis-à-vis des pays tiers. Il ne s'agit pas d'une énième politique de l'offre sans prise en compte des demandes sociétales. Encore moins d'une souveraineté agro-alimentaire comme la désigne le Ministre de l'agriculture, ni un moyen détourné d'exporter nos surplus, comme tente de le justifier l'agro-industrie et ses partisans.

Pour comprendre cela et mettre en œuvre le droit à la souveraineté alimentaire, encore faudrait-il sortir de l'entre-soi continu que cultivent les organisateurs de cet événement et les politiques qui viennent y apporter une caution coupable.

Lorsque nous avons organisé le Salon à la ferme, le Président E. Macron n'a pas daigné se déplacer pour entendre et voir comment se mettait déjà en place la souveraineté alimentaire via la relocalisation sur nos territoires, préférant aujourd'hui apporter son crédit et son appui à un modèle et à des organisations ayant maintes fois prouvé leur incapacité à réorienter l'agriculture pour servir autre chose que leurs intérêts et celui de l'agro-business !

Réutiliser un vocabulaire, en détourner le sens afin de donner l'illusion d'évolution, sans rompre avec les recettes passées et les politiques agricoles actuelles, pour ne finalement rien changer aux pratiques agricoles actuelles : voici le véritable programme de cette journée et de cette semaine. Nous ne sommes pas dupes, les paysan.ne.s et les citoyen.ne.s non plus.

Contacts :

- Nicolas Girod, porte-parole national : 06 07 55 29 09
- Véronique Marchesseau, secrétaire générale : 06 98 53 76 46
- Caroline Nugés, chargée de communication : 06 95 29 80 78

¹ Membres du Conseil de l'agriculture française : FNSEA, JA, Confédération nationale de la mutualité, la coopération et du crédit agricoles (CNMCCA), Coop de France, la Fédération nationale du Crédit agricole (FNCA), Groupama assurances mutuelles, la Mutualité sociale agricole (MSA) et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA).